

SÉMINAIRE 2024/2025

POLITIQUE DE LA VILLE, DÉCENTRALISATION, GOUVERNANCES LOCALES

Comité d'histoire de la politique de la ville

Campus Condorcet

8 cours des humanités

93 300 Aubervilliers

www.comitehistoirepolville.fr

POLITIQUE DE LA VILLE, DÉCENTRALISATION, GOUVERNANCES LOCALES

Responsables scientifiques : Thibault Tellier et Philippe Estèbe

La question de la gouvernance est au cœur des réflexions de et sur la politique de la ville depuis un demi-siècle. Sous ses formes successives, elle s'affiche comme une politique des plus innovantes en matière de conduite de l'action publique : décentralisée et partenariale. Elle s'énonce comme ayant ouvert la voie à un apprentissage de la décentralisation, instaurant de nouvelles figures professionnelles (chefs de projet, sous-préfets ville...) et des dispositifs territorialisés. Elle se revendique comme un « laboratoire » des formes de coopération État-collectivités locales notamment dans le domaine de la contractualisation.

Dans ses différentes séquences (DSQ, DSU, rénovation urbaine...), elle apparaît comme une politique co-pilotée par l'État et les collectivités locales. Le DSQ était censé être, selon Hubert Dubedout, une politique des maires ; le contrat, au centre du dispositif, était censé créer un espace partenarial où figuraient les collectivités, les services de l'État, les bailleurs, les organismes sociaux (CAF...) ; enfin, l'ambition était aussi d'inclure « la présence active des habitants » dans la délibération.

Ces dimensions ont fortement évolué avec le temps, et ont donné lieu à de nombreuses controverses : sur la réalité de la décentralisation (l'État joue-t-il vraiment le jeu, quel est vraiment le rôle du Préfet ?) ; sur les motivations des acteurs (quels sont les véritables ressorts du « partenariat » ?) ; sur la réalité de la dimension démocratique de la politique de ville (les habitants sont-ils véritablement des acteurs de la transformation des quartiers ?). Bref, le système de gouvernance de la politique de la ville mérite d'être largement questionné au-delà des quelques figures qui l'ont qualifiée : « État animateur », « gouvernement à distance » ... Peut-on appréhender de manière plus fine et critique les avancées, les limites et les transformations de cette gouvernance « partenariale et décentralisée » ? Les promesses d'innovation, d'action collective et de démocratie participative ont-elles été tenues ? Au-delà des inflexions nationales de cette politique, comment se sont organisés les pilotages et les collectifs locaux ? Quels ont été les rôles respectifs et les motivations des collectivités locales, des services de l'État (préfecture en tête), des bailleurs sociaux, des autres collectivités ? Les formes de gouvernance ont-elles évolué, du quartier à la ville puis à l'intercommunalité ? Après un demi-siècle, peut-on parler d'un enracinement local, d'une institutionnalisation (voire d'une routinisation) de cette politique ? Comment a-t-elle été réinterprétée et appliquée selon les villes ou les agglomérations ? Quelle(s) ingénierie(s) se sont-elles données ? La démocratie participative (« rien ne se fera sans la présence active des habitants ») a-t-elle été au rendez-vous ? Quelles figures de la « présence des habitants » peut-on repérer ?

L'objectif de cette seconde année de séminaire organisée par le Comité d'histoire pour l'étude de la politique de la ville est double. D'une part, repérer les grandes étapes de cette gouvernance en les reliant à l'évolution de la politique de la ville elle-même et à celle des rapports entre État et collectivités locales. D'autre part, remettre en perspective ces évolutions à l'aune des situations locales. Une partie en effet du séminaire sera pour cette raison décentralisée (Marseille, Lyon, Toulouse et Seine-Saint-Denis).

SÉANCE 1 | 18 DÉCEMBRE 2024 | PARIS

Coordonnée par *Thibault Tellier et Philippe Estèbe*

Thème provisoire : Le rôle de l'État et des acteurs publics nationaux dans la décentralisation

Caisse des Dépôts et consignations, 56 rue de Lille, Paris (75007)

SÉANCE 2 | FÉVRIER 2025 | TOULOUSE

Coordonnée par *Marie-Christine Jaillet*

Thème provisoire : Quels modes d'organisation se sont donnés les villes ? Dans quel rapport à l'État ?

Toulouse, lieu à définir

SÉANCE 3 | MAI 2025 | LYON

Coordonnée par *Fatiha Belmessous et Gwenaëlle Le Goullon*

Thème provisoire : Intégrations intercommunales, mobilisations communales

Lyon, lieu à définir

SÉANCE 4 | JUIN 2025 | MARSEILLE

Coordonnée par *Michel Peraldi et Philippe Méjean (sous réserve de confirmation)*

Thème provisoire : La place et le rôle des mondes associatifs dans la décentralisation. Dans quel(s) rapport(s) aux collectivités et à l'État ?

Marseille, lieu à définir

SÉANCE 5 | JUILLET 2025 | SEINE-SAINT-DENIS

Coordonnée par *Emmanuel Bellanger et Christine Lelévrier*

Thème provisoire : Quelle place respective pour les communes, les départements et les régions ?

Seine-Saint-Denis, lieu à définir

Les séances seront toutes accessibles en visioconférence

Inscription obligatoire

Liens d'inscription et programmes à venir sur le site du [Comité d'histoire de la politique de la ville](#)

